



Parti vert libéral suisse

## Communiqué de presse

<b>Sujet</b>	<b>Loi urgente pour résoudre le conflit fiscal entre les banques suisses et les USA</b>
Pour tout renseignement	Thomas Maier, Conseiller national, tél. +41 78 652 06 50
Expéditeur	Parti vert libéral suisse, case postale 367, 3000 Berne 7, tél. +41 31 322 60 57, Courriel <a href="mailto:suisse@vertliberaux.ch">suisse@vertliberaux.ch</a> , <a href="http://www.vertliberaux.ch">http://www.vertliberaux.ch</a>
Date	20 juin 2013

Les Vert libéraux soutiennent le Conseil fédéral dans sa recherche d'une solution avec les USA après la lâche décision du Conseil national

**Les Vert libéraux regrettent que le Conseil national ait à nouveau refusé d'entrer en matière sur la « Lex USA ». Le Conseil national a fait preuve de lâcheté en transférant la responsabilité au Conseil fédéral. Ce geste montre à l'évidence que la majorité des partis siégeant au Conseil national refuse d'assumer sa responsabilité envers la Suisse. Indépendamment de cette décision regrettable, les Vert libéraux soutiennent le Conseil fédéral dans ses efforts de créer rapidement une base juridique dans la ligne de la déclaration adoptée aujourd'hui au parlement, afin que les banques puissent participer au programme proposé par les Etats-Unis.**

Comme déjà avant-hier, les Vert libéraux se sont exprimés de nouveau en faveur de l'entrée en matière sur la « Lex USA ». Le Conseiller national Thomas Maier a résumé la position des Vert libéraux comme suit : « C'est un fait que la « Lex USA » minimise les risques pour notre place financière et le pôle économique suisse. » Les Vert libéraux sont consternés de devoir constater que le Conseil national n'a pas l'intention de faire face à ses responsabilités envers la Suisse dans une situation difficile.

Au final, peu importe si le parlement ou le Conseil fédéral décide de la « Lex USA », mais il faut agir à temps. En toute logique, les Vert libéraux ont donc également accepté la déclaration qui autorise le Conseil fédéral à agir de façon autonome et à créer la base juridique sur laquelle les banques pourront s'appuyer pour participer au programme proposé par les Etats-Unis. Les Vert libéraux en appellent au Conseil fédéral à agir rapidement et vigoureusement au mieux des intérêts de la Suisse et l'assurent de leur soutien. Les Vert libéraux attendent des autres partis, y compris ceux qui ont refusé d'assumer aujourd'hui leurs responsabilités envers la Suisse et l'ont transférée au Conseil fédéral, qu'ils soutiennent cette position.